

Dijon, le 31 mai 2006

Affaire suivie par Jean-Marc GUERERO
29, rue Louis de Broglie – 21000 DIJON
Téléphone : 03.80.28.84.60 – Télécopie : 03.80.28.84.61
Courriel : jean-marc.guerero@industrie.gouv.fr
C:\TEMP\AP_publier_2006\2006\LETY_rapport.doc
Groupe de Subdivisions de la Côte-d'Or
JMG/CH/2006-351

Installations classées **pour la protection de l'environnement** **RAPPORT D'INSPECTION**

OBJET : SARL LETY à DIJON
Inspection approfondie

1. INTRODUCTION

L'inspection de cet établissement était une inspection planifiée et approfondie, réalisée suite à la transmission par la préfecture (le 9 janvier 2006) d'un dossier de modification concernant la mise en place d'une presse cisaille hydraulique. Elle avait pour but de statuer sur le caractère notable ou non de cette modification et de vérifier la conformité des installations vis à vis des prescriptions de l'arrêté d'autorisation délivré à la suite d'une demande d'extension déposée en 2001.

2. ÉTABLISSEMENT

<u>Raison sociale</u>	: Société LETY
<u>Siège social et établissement</u>	: 21-23, rue du Bailly – ZAE CAP NORD - 21000 DIJON
<u>Activité principale</u>	: Récupération/recyclage de ferrailles, métaux, papiers et cartons
<u>N° SIRET</u>	: 312 367 139 0028
<u>Code APE</u>	: 371 Z

3. SITUATION ADMINISTRATIVE

L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 17 octobre 2002.

4. INSPECTION DU 11 avril 2006

4.1 - Conditions de l'inspection

L'inspection a été annoncée à l'exploitant par courrier en date du 21 mars 2006.

Personnes rencontrées lors de l'inspection

L'inspection a été réalisée par M. Jean-Marc GUERERO - Inspecteur des Installations Classées

Les personnes rencontrées lors de l'inspection étaient :

- MM. Jean-Paul et Yannick LETY - Exploitants

Référentiels et thèmes de l'inspection

Les référentiels utilisés pour l'inspection sont les suivants :

- AP d'autorisation d'exploiter du 17 août 2002,
- AM du 15 mars 2005 relatif aux agréments d'exploitants d'installations de démontage et de dépollution des VHU (Véhicules Hors d'Usage)

Les thèmes de l'inspection étaient :

- Vérification des conditions de stockage des déchets ⇒ article 25 de l'AP,
- Vérification des consignes et procédures de sécurité mises en place ⇒ article 32 de l'AP,
- Vérification des réseaux de collecte et de traitement des effluents ⇒ article 13 de l'AP,
- Vérification des documents et registres de contrôle ⇒ articles 9, 11.2, 16, 27, 30.3, 33 de l'AP,
- Positionnement vis à vis des nouvelles réglementations sur les déchets (évolutions et projets envisagés) et situation en regard de la réglementation VHU ⇒ article 2 de l'AM (VHU)

4.2 - Constats réalisés

Globalement, l'inspection a montré que l'établissement était correctement exploité sur le plan environnemental.

Les points inspectés sont ceux du référentiel de l'inspection détaillé ci-dessus. Les principales observations sont les suivantes :

- Contrairement à ce que l'on peut rencontrer dans certains établissements similaires, les hauteurs de stockage sont raisonnables et les tonnages prescrits dans l'arrêté d'autorisation sont respectés,
- La totalité des surfaces de stockage est recouverte de béton (surface d'environ 9000 m²). Les jus et les eaux de ruissellement sont collectées par des avaloirs puis sont dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures garantissant un traitement de 30 l/s. Ce séparateur fait l'objet d'une maintenance comprenant des vidages réguliers et un nettoyage annuel par la société SARP. Lors de notre visite nous n'avons pas constaté d'engorgement du réseau de collecte des eaux et le rapport d'analyse des rejets en sortie d'établissement (rapport du 14/04/06) qui nous a été présenté est tout à fait satisfaisant,
- La presse cisaille, objet du dossier de modification déposé, est placée sur une dalle de béton de 20 cm d'épaisseur. Cette dalle est équipée d'un dispositif de récupération des égouttures* relié à un séparateur d'hydrocarbures (6 l/s) dédié à cette installation. L'examen visuel des sols

situés à proximité immédiate de la presse ne nous a pas permis de mettre en évidence des traces de pollutions par des hydrocarbures et nous avons constaté que l'installation était globalement propre et entretenue.

***Nota :** *Le système actuel mérite d'être amélioré, notamment sur les cotés de la presse. La conception actuelle de la dalle ne permet pas en effet de se prémunir totalement des risques d'infiltration d'huile dans les sols. Ce point a été signalé à l'exploitant qui s'est engagé à mettre en place sous un mois les dispositions nécessaires pour garantir une collecte totale des jus et des eaux de ruissellement au niveau de la presse*

- La presse n'était pas en fonction lors de notre passage et il ne nous a donc pas été possible de nous faire une idée sur le niveau sonore de cette installation. Toutefois, il semblerait qu'à ce jour personne ne se soit plaint du bruit généré par son fonctionnement. En tout état de cause, l'exploitant nous a indiqué qu'une campagne de mesure est prévue en 2007, pour mettre à jour l'étude bruit de son dossier..
- L'exploitant a entrepris les démarches en vue d'obtenir l'agrément nécessaire pour l'activité de démolition et de dépollution des VHU. Il a notamment investi dans une station de dépollution mobile et a fait réaliser un audit par un organisme accrédité, comme le prévoit l'arrêté ministériel du 15 mars 2005. Un dossier de demande d'agrément devrait d'ailleurs nous être prochainement adressé. Nous avons pu constater que la zone de dépollution des véhicules est imperméabilisée et que l'exploitant dispose des moyens de récupération et de stockage des fluides retirés,
- Sur le plan documentaire, l'exploitant a été en mesure de nous présenter l'ensemble des documents prévus par son arrêté. Aucune non-conformité notable n'a été constatée sur les différents rapports fournis, notamment ceux concernant le contrôle des installations électriques et des extincteurs. En ce qui concerne le registre de contrôle des déchets, l'exploitant dispose d'une gestion informatisée qui lui permet de connaître en temps réels l'état de ses stocks. Nous lui avons rappelé que désormais il doit effectuer une déclaration annuelle à l'administration, conformément aux dispositions des articles 3 et 5 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets.
- Nous avons constaté que l'exploitant ne disposait pas d'un portique de détection de radioactivité. Ce point nécessite d'être corrigé et une procédure indiquant les réactions à avoir en cas de déclenchement de ce portique doit être mise en place, conformément aux fiches annexées à la circulaire DPPR du 30 juillet 2003.

4.3 - Avis de l'inspecteur des installations classées

De manière globale les constats effectués au cours de cette visite sont satisfaisants et l'impression générale est plutôt favorable.

L'inspection n'a révélé aucune non-conformité notable et les quelques écarts constatés sont actuellement en cours de correction.

Des améliorations sont à apporter, notamment en terme d'affichage des consignes et des procédures particulières. Le projet d'une certification ISO 14001 devrait permettre d'apporter ces améliorations.

Presse cisaille hydraulique

Les mesures qui ont été prises pour limiter les risques et l'impact de cette presse vis à vis de l'environnement et des autres installations sont globalement satisfaisantes mais certains points restent à améliorer. Notamment :

- la dalle béton mise en place sous la presse ne permet pas de garantir efficacement la collecte et la canalisation des jus et des éventuelles fuites d'huiles,
- des moyens d'extinctions portatifs adaptés aux risques (huile sous pression, points chauds, électricité) doivent être judicieusement répartis à proximité de la presse,
- l'étude bruit du dossier de déclaration doit être complétée par des mesures réalisées en limites de propriété et, le cas échéant, dans les zones où l'émergence est réglementée, dans les conditions décrites à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Compte tenu des éléments figurant dans le dossier de déclaration de cette nouvelle presse, des mesures de prévention qui ont d'ores et déjà été prises et de l'engagement de l'exploitant à faire réaliser à court terme les travaux d'amélioration que nous lui avons indiqués, nous pouvons considérer que cette modification d'installation n'est pas notable et ne justifie pas à ce titre du dépôt d'un dossier complet de demande d'autorisation.

La mise à jour de l'arrêté préfectoral, notamment de l'article 3 relatif au classement des installations pourra être envisagée lors d'une prochaine évolution du dossier d'autorisation (dossier d'agrément VHU et projet DEEE envisagé).

5 - SUITES DE L'INSPECTION

- 1) Suite aux remarques faites lors de notre passage, Monsieur LETY a fait réaliser les compléments d'imperméabilisation de la zone sur laquelle a été implantée la presse et nous a transmis par courrier du 31 mai 2006 les justificatifs de cette réalisation (cf. photos jointes).
- 2) Au vu de ce qui précède et du caractère non notable de la modification d'installation réalisée, nous proposons que la prise en compte de la presse/cisaille de 285 kW soit actée par voie de prescriptions complémentaires à l'arrêté d'autorisation, conformément aux dispositions de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977
- 3) Un arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires sera proposé parallèlement à l'arrêté portant agrément pour l'activité de démolition de véhicules hors d'usage (dossier en cours d'instruction), lors de la session du Conseil Départemental d'Hygiène qui se tiendra le 29 juin 2006.

Par ailleurs, un courrier a été adressé à l'exploitant pour lui faire part des remarques et lui demander de nous proposer le plan d'action qu'il compte mettre en œuvre pour réaliser les améliorations évoquées précédemment.

L'Inspecteur des installations Classées

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several loops and vertical strokes, enclosed within a large, irregular oval shape.

J-M GUERERO

